



# La lettre des directeurs de CIO

N° 39

Septembre 2011

## SOMMAIRE

<i>Editorial</i>	<i>p 1</i>
<i>Actualité du site « andcio.org »</i>	<i>p 2</i>
<i>D'un décret à l'autre, comparaisons, commentaires</i>	<i>p 3</i>
<i>Notre communiqué de presse</i>	<i>p6</i>
<i>CIO à gestion départementale, le conseil constitutionnel s'en mêle</i>	<i>p 7</i>
<i>Quoi de neuf ?</i>	<i>p 8</i>
<i>AG et journée d'étude</i>	<i>p 9</i>
<i>Bulletin d'adhésion 2011-2012</i>	<i>p 12</i>

## Editorial

Dès l'annonce de la mise en place du groupe de travail sur les missions des seuls COP, l'ANDCIO avait signifié aux initiateurs de cette méthode qu'elle n'avait aucune chance de produire une redéfinition efficace de l'approche de l'orientation en France.

**« On ne tire pas sur une fleur pour la faire pousser. On l'arrose et on la regarde grandir... patiemment. »**  
*(proverbe sud Africain)*

Au moment même où une ouverture de plus en plus grande des CIO sur l'extérieur pouvait faire du sujet de l'orientation un cœur vibrant des problématiques sociales, le choix de casser cette dynamique en réduisant l'expertise des COP aux problématiques scolaires semble être le fondement de ce texte. Certains s'en réjouiront sans doute, même sans l'affirmer clairement.

Ceux qui auraient voulu une véritable rénovation des missions en sont pour leurs frais. En guise de nouveautés :

- La dématérialisation
- L'affirmation que les COP et les DCIO peuvent exercer ailleurs que dans un CIO, et qu'un directeur n'est pas forcément appelé à diriger
- L'absence de mention de l'inspecteur d'académie en matière d'autorité sur les COP et DCIO, remplacés par les CSAIO nouveau nommés dans le décret
- La participation à la réflexion sur l'orientation tout au long de la vie mais sans mention du SPO ni cadrage institutionnel
- L'utilisation du terme « conseil » dont on sait qu'il faudrait le définir
- Plus particulièrement pour ce qui concerne le nombre d'emplois de DCIO, abandon de la référence à 15% de l'effectif budgétaire des COP
- Et, au milieu de ce chaos, la charge de la **cohérence** des actions conduites et de la mesure de leurs résultats !

Il semblait néanmoins à l'origine, à écouter les promoteurs de la démarche, qu'on allait redéfinir les missions des COP de manière conséquente et qu'il y aurait là un espace pour apporter de grandes nouveautés aux services d'orientation.

A l'arrivée nous avons un toilettage technique du précédent décret qui se révèle dangereux et profondément désolant.

Aucunement à la hauteur de la question bien plus large de l'orientation tout au long de la vie, ce décret risque de nous enfermer dans des problématiques « scléro-scolaires » dans lesquelles nous n'aurons en tant que CIO aucune maîtrise.

Directeur de la Publication :  
Bob Poisson  
Rédactrice en Chef :  
Nancy Adam  
[redacteur@andcio.org](mailto:redacteur@andcio.org)  
Comité de Rédaction :  
Conseil d'Administration de  
l'ANDCIO

**L'ANDCIO une association  
pour tous les Directeurs et  
Directrices**

Visitez son site internet :  
<http://www.andcio.org>

Beaucoup de bruit pour rien, ...à moins que « rien » ne soit précisément l'objectif à atteindre, en cachant au regard du public ceux qui restent, sans énergie et bientôt sans pignon sur rue, hébergés comme à l'hôtel des sans-abri dans des collèges ou des lycées secourables !

La boucle se referme : au départ l'approche des missions des seuls COP constituait une clé d'entrée qui ne pouvait pas produire d'évolutions notables, aujourd'hui nous en voyons même tout le danger.

Que ceux qui voudraient nous rassurer sur une vraie place des services d'orientation dans les années à venir, n'hésitent pas à commencer un travail enfin sérieux sur le statut des centres et sur le réel métier des DCIO qui sont à leur tête (à leur tête vraiment ? Il semble que le sujet de l'orientation soit trop sensible pour confier les rênes à ces personnels, reconnus par tous sauf par leur institution).

Nous espérons qu'il se trouve encore des responsables politiques et administratifs à même d'entrevoir que la nécessité dans nos sociétés complexes d'une aide à l'orientation tout au long de la vie suppose de construire un système où de multiples professionnels, méthodes et outils ont à prendre leur place.

Où est ce système ? Le SPO ? Mais il semble dans ce texte qu'il n'est plus question d'en faire partie ou du moins que les COP ne sont pas concernés. Comment mener un travail sérieux de partenariat sans troupes, sans statut et sans réelles responsabilités ? De qui a-t-on peur ? Qui faut-il satisfaire ?

Il faudra vraiment un gros travail de conviction et de circulaires d'application et, pour amener aujourd'hui les directeurs et directrices à aller au-delà des simples murs du collège ou du lycée où ils siègeront. Leur rôle se limitera à tenter de faire plaisir au chef d'établissement qui les accueille, en étant contraint de leur attribuer le COP souhaité et le nombre d'heures de présence la plus importante : la prime aux mètres carrés en quelque sorte ! Mais au moins, on reste dans l'éducation !!!

Il ne nous reste qu'à faire « comme si », et nous en avons bien malheureusement l'habitude :

- Croire que ce texte clarifie le positionnement des DCIO

- Imaginer que le simple mot conseil suffira à clarifier le travail des COP

- Imaginer que la responsabilité d'un simple programme d'activité (au lieu d'un projet de centre), donc une simple responsabilité technique

de mise en œuvre, peut satisfaire l'accompagnement ambitieux à l'orientation, qu'on prétend vouloir mettre en place par ailleurs.

- Présumer que la « participation en liaison avec les acteurs locaux [...] à la réflexion collective sur l'orientation » sera ce qui fonde notre place au sein des réseaux de partenariats du SPO.

Il y aura peut-être un moment où les DCIO les plus enclins à faire évoluer les services vers la prise en charge réelle des défis de « l'orientation et de la formation tout au long de la vie » déposeront leurs illusions au coin du bon sens, en attendant que d'autres fassent, puisqu'ils ne sont vraiment invités qu'à fantasmer une responsabilité, qui manifestement n'a pas vocation à être la leur !

Triste perspective qui devrait tout de même encourager un nombre conséquent de nos responsables mais également de membres de la profession à réagir avant que toute la question de l'orientation ne soit externalisée, mais peut-être est-ce là ce que l'on souhaite ?

Le CA de l'ANDCIO

andcio.org

Lorsqu'on pose à un moteur de recherche une question portant sur l'orientation, le site de l'ANDCIO arrive souvent en bonne place.

Entre deux lettres ou deux courriers aux adhérents, des informations d'actualité sont publiées sur le site ; de même des dossiers, des outils, des contributions peuvent être consultés en permanence.

N'hésitez pas à utiliser le lien « **nous écrire** », pour vous exprimer ou poser vos questions.

N'oubliez pas de noter cette adresse dans votre répertoire et dans vos favoris :

<http://www.andcio.org/>

## Le décret venait d'avoir 20 ans...

Comparaison des principaux éléments des deux décrets, ce qui disparaît, ce qui apparaît, ce qui reste.

Décret du 20 mars 1991	Décret du 25 août 2011	Commentaires
<b>Article 1</b> [...] <p>Le nombre des emplois de directeur de centre d'information et d'orientation ne peut excéder 15 p. 100 de l'effectif budgétaire des conseillers d'orientation-psychologues.</p>	<i>Cet alinéa est supprimé ; on lit plus loin :</i> <b>Art. 5.</b> Le nombre maximum de conseillers d'orientation-psychologues pouvant être promus chaque année directeur de centre d'information et d'orientation est déterminé conformément aux dispositions du décret n°2005-1090 du 1er septembre 2005 relatif à l'avancement de grade dans les corps des administrations de l'Etat.	<p>Le ministre peut donc nommer la juste proportion de DCIO suffisant à occuper les fonctions de direction dans les 450, 350, 250... CIO subsistants, ce qui éviterait d'être directeur non dirigeant.</p>
<b>Article 2</b> Les conseillers d'orientation-psychologues exercent leur activité sous l'autorité du directeur du centre d'information et d'orientation dont ils relèvent. <i>Voir aussi plus bas *</i>	<b>Art. 2. - I.</b> — Sous l'autorité du recteur de l'académie, et en lien avec le chef du service académique de l'information et de l'orientation et les inspecteurs de l'éducation nationale chargés de l'information et de l'orientation, les directeurs de centre d'information et d'orientation et les conseillers d'orientation-psychologues exercent leurs fonctions dans les centres d'information et d'orientation où ils sont affectés ainsi que dans les établissements d'enseignement du second degré qui en relèvent.	<p>Les IA encore mentionnés dans les articles D313-5 et D313-9 du code de l'éducation sont absents, par contre la hiérarchie fonctionnelle fait une irruption étonnante dans ce texte statutaire ; les COP auront donc la chance de pouvoir travailler sous la double autorité du recteur au titre de l'art.2-I, et de leur DCIO au titre de l'art.2-II !</p> <p>Le décret qui doit paraître sur la nouvelle gouvernance académique fournira peut-être des éléments de compréhension. Il y a là un positionnement du rôle des CSAIO qui n'existait pas antérieurement. On peut supposer que cette rédaction s'est faite à leur demande.</p>
Ils assurent l'information des élèves et de leurs familles. Ils contribuent à l'observation continue des élèves, ainsi qu'à la mise en oeuvre des conditions de leur réussite scolaire. <i>Voir aussi plus bas **</i> Ils participent à l'élaboration ainsi qu'à la réalisation des projets scolaires, universitaires et professionnels des élèves et des étudiants en formation initiale afin de satisfaire au droit des intéressés au conseil et à l'information sur les enseignements et les professions. Outre cette mission prioritaire, ils participent à l'action du centre d'information et d'orientation en faveur des jeunes qui, à l'issue de la scolarité obligatoire, n'ont pas atteint le premier niveau de qualification reconnu et en faveur d'autres publics, notamment d'adultes.	Ils délivrent une première information <b>et un premier conseil personnalisé</b> en matière d'orientation et de formation professionnelles <b>au profit de toute personne dans le cadre du service dématérialisé</b> et gratuit institué par l'article L. 6111-4 du code du travail.  Ils assurent <b>l'information, le conseil et l'accompagnement personnalisé</b> : 1° Des <b>élèves</b> et de <b>leurs familles</b> , notamment des élèves handicapés, des élèves non francophones et des élèves soumis à l'obligation scolaire en difficulté ; 2° Des <b>jeunes adultes</b> ; 3° Des <b>étudiants en formation initiale</b> .	<p>La filiation avec la loi sur l'OFPTLV est fragmentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- élément positif, le service dématérialisé sera assuré par des COP (bien entendu cela donnera l'occasion d'augmenter les postes mis au concours... !), et non par des téléopérateurs francophones à la formation rudimentaire, et ceci, non seulement pour informer, mais aussi pour « un premier <b>conseil</b> » ; dans le contexte du service dématérialisé, tout public est concerné. Mais si le <b>mot</b> « conseil » apparaît, le concept n'est pas précisé, nous devons faire valoir nos positions dans la perspective d'une circulaire ;</li> <li>- par contre, pour le face à face, la notion de jeune adulte introduit une limite d'âge. Nous avons débattu entre nous de l'empan du public, cet aspect a été traité dans le questionnaire adressé aux DCIO, et nous avons établi un consensus sur l'intérêt de recevoir une partie de public adulte. En 2008, le public scolaire ne semblait pas concerné par l'OTLV, et nous avons posé la question : « quand commence la vie ? », Nous demandons maintenant : « jusqu'à quand est-on jeune ? » ...et comment l'évaluer avec courtoisie.</li> </ul>

Décret du 20 mars 1991	Décret du 25 août 2011	Commentaires
<p>Les directeurs de centre d'information et d'orientation sont normalement chargés de la direction des centres d'information et d'orientation. Ils assument notamment la responsabilité du projet, du programme d'activité du centre d'information et d'orientation, de l'organisation et de la planification du travail et de l'ouverture du centre d'information et d'orientation vers l'extérieur et le monde du travail.</p> <p><i>Voir aussi plus bas ***</i></p>	<p>Ils [les DCIO et COP] participent, en liaison avec les acteurs locaux de la formation, de l'emploi et de l'insertion professionnelle tout au long de la vie, à la réflexion collective sur l'orientation, les parcours de formation et d'insertion professionnelle.</p>	<p>Il y aura donc des DCIO qui ne dirigeront pas de CIO, et des COP qui assureront l'ouverture du centre d'information et d'orientation vers l'extérieur et le monde du travail... Tout le monde il est beau...</p> <p>Les COP y exprimeront-ils leur expertise personnelle, l'avis de leur institution ? Y seront-ils mandatés ? par qui ? Dans quel cadre institutionnel, local, (pas départemental), régional/académique ?</p>
<p>Les personnels régis par le présent statut peuvent être affectés dans les divers services du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et dans les établissements publics qui en relèvent.</p>	<p><b>Art. 2. - I.</b> — Ils peuvent exercer leurs fonctions dans les autres services du ministère chargé de l'éducation nationale ou dans les établissements publics qui en relèvent.</p>	<p>Tant pis pour la présidente du CIDJ qui aurait souhaité des échanges de pratiques entre ses personnels et les COP (cf l'article dans l'Inffo) : le transfert de matière grise ne semble donc pas à l'ordre du jour.</p>
<p>* Les conseillers d'orientation-psychologues exercent leur activité sous l'autorité du directeur du centre d'information et d'orientation dont ils relèvent.</p> <p>** Ils assurent l'information des élèves et de leurs familles. Ils contribuent à l'observation continue des élèves, ainsi qu'à la mise en oeuvre des conditions de leur réussite scolaire.</p>	<p><b>Art. 2. - II.</b> — Les conseillers d'orientation-psychologues exercent leurs fonctions sous l'autorité du directeur du centre d'information et d'orientation ou de l'établissement au sein duquel ils sont affectés.</p> <p>Ils conseillent les élèves et les étudiants mentionnés au I dans la construction de leur parcours de formation, d'orientation et d'insertion professionnelle. Ils contribuent à l'observation continue des élèves et à la mise en oeuvre des conditions de leur réussite scolaire en complément des équipes éducatives.</p> <p>Dans les établissements d'enseignement du second degré et en lien avec les organismes chargés de l'insertion professionnelle des jeunes, ils participent à la prévention et au suivi de l'échec scolaire et des sorties sans qualification.</p>	<p>L'AND fera valoir ses positions en influant sur la rédaction d'une circulaire qui préciserait la complémentarité de la guidance et du conseil</p> <p>La notion d'établissement au sein duquel ils sont affectés revient sans être précisée. Beaucoup de COP risquent de ne plus dépendre d'un DCIO à ce compte là.</p> <p>Et est-ce que réciproquement lesdits organismes interviendront dans les établissements scolaires pour suivre le échoués scolaires, ou promouvoir la panacée que constitue l'apprentissage ? Nous en connaissons qui sont déjà dans les starting-blocks.</p>
	<p>Dans les établissements d'enseignement du second degré, les conseillers d'orientation-psychologues contribuent à l'élaboration, la mise en oeuvre et au suivi des dispositions du projet d'établissement relatives à l'orientation et à l'insertion professionnelle.</p>	<p>Dans les établissements d'enseignement supérieur, les projets d'établissement relatifs à l'orientation seront sans doute élaborés par les enseignants chercheurs pour lesquels le DIO nous a indiqué qu'il faudrait bien sûr prévoir, pour les encourager à s'occuper de l'avenir de leurs étudiants et les dédommager de cette tâche supplémentaire une indemnité (« Indemnité Supérieure d'Orientation » ?)</p>



Décret du 20 mars 1991	Décret du 25 août 2011	Commentaires
<p>*** Les directeurs de centre d'information et d'orientation sont normalement chargés de la direction des centres d'information et d'orientation. Ils assument notamment la responsabilité du projet, du programme d'activité du centre d'information et d'orientation, de l'organisation et de la planification du travail et de l'ouverture du centre d'information et d'orientation vers l'extérieur et le monde du travail.</p>	<p><b>Art. 2. - III. —</b> Lorsqu'ils dirigent un centre d'information et d'orientation, les directeurs de centre d'information et d'orientation ont autorité sur les conseillers d'orientation-psychologues et les autres personnels du centre.</p> <p>« Ils sont responsables du programme d'activités du centre d'information et d'orientation, élaboré en lien avec les établissements d'enseignement du second degré.</p> <p>« Ils s'assurent de la cohérence des actions conduites en matière d'information, de conseil et d'accompagnement en orientation, dont ils analysent les résultats. »</p>	<p>Si l'on ne réduit pas le nombre de DCIO au nombre de CIO subsistants (cf l'art. 1 ancien vs l'art. 5 nouveau), il pourrait ainsi y avoir quelques COP hors classe...</p> <p>C'est un des rares éléments qui établisse un rôle fort des CIO, mais comment être le garant de la cohérence des programmes d'information et d'orientation des établissements sans un positionnement institutionnel fort ?</p>
<p><b>Article 7</b></p> <p>Le jury établit par ordre de mérite la liste des candidats admis aux épreuves du concours externe ou du concours interne. Il peut établir une liste complémentaire. Le nombre des nominations de candidats inscrits sur les listes complémentaires ne peut excéder 100 p. 100 du nombre total des emplois offerts.</p>	<p>A l'article 7 du même décret, la phrase : « Il peut établir une liste complémentaire. » est supprimée.</p>	<p>C'est la mesquinerie absolue, elle institutionnalise la pratique qui consistait déjà à ne pas recourir à la liste supplémentaire, même en cas de désistement, ce qui nuit à la carrière des intéressés en les obligeant à se représenter l'année suivante, et procure des économies de bout de chandelle à l'Etat.</p>
<p><b>Article 17</b></p> <p>Modifié par Décret n°2002-318 du 27 février 2002 - art. 11 JORF 6 mars 2002</p> <p>Peuvent être placés en position de détachement dans le corps des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues dans la limite de 5 p. 100 de l'effectif budgétaire du corps les fonctionnaires titulaires de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, appartenant à un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie A et remplissant les conditions fixées à l'article 1er du décret du 22 mars 1990 susvisé pris en application du I de l'article 44 de la loi du 25 juillet 1985 susvisé ou étant autorisés à faire usage du titre de psychologue dans l'exercice de leurs fonctions en application de l'article 1er du décret du 22 mars 1990 susvisé pris en application du II de l'article 44 de la loi précitée.</p>	<p>L'article 17 du même décret est remplacé par les dispositions suivantes :</p> <p><b>Art. 17. -</b> Pour l'application de l'article 13 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, les candidats au détachement dans le corps des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues doivent justifier de l'un des titres ou diplômes requis pour la nomination des lauréats du concours externe.</p> <p>Les fonctionnaires admis à poursuivre leur détachement au-delà d'une période de deux ans se voient proposer l'intégration dans le corps des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues. L'intégration peut intervenir avant cette échéance sur demande de l'intéressé et après accord de l'administration.</p> <p>Les services accomplis dans le corps ou cadre d'emplois d'origine sont assimilés à des services accomplis dans le corps des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues.</p>	<p>Continuité depuis les décrets du 21 février 1939 : « le directeur et les conseillers doivent justifier soit du diplôme de l'INOP, soit d'un doctorat en médecine complété par un stage à l'INOP »</p> <p>Cet article est à faire connaître aux recteurs qui auraient envie de nommer des profs sur des postes de COP ou des principaux sur des postes de DCIO, sans s'assurer que ceux-ci possèdent les titres nécessaires</p>

L'Association Nationale des Directeurs de CIO constate que le nouveau décret sur les missions des COP, spécifiquement centré sur la question de l'orientation au sein des établissements scolaires, relève d'une vision réductrice du conseil en orientation qui ignore sa fonction sociale.

Elle ignore aussi les Centres d'information et d'orientation (CIO). Elle ne leur permet pas d'être en phase avec les évolutions sociales et professionnelles du XXIème siècle.

Or l'ANDCIO a la conviction que ces évolutions nécessitent des institutions fortes, à même d'organiser sur les territoires l'accès à l'information et au conseil, capable de créer des ponts entre le monde de la formation initiale, celui de la formation tout au long de la vie et celui de la vie sociale qui attend les jeunes. On voit ici toute la complexité des liaisons à établir et le service d'orientation dont on aurait besoin. Au lieu de cela, les missions des CIO réduites à celles des conseillers sont cantonnées à une approche scolaire dont l'intérêt fondamental n'est plus à démontrer mais est insuffisant.

L'ANDCIO continue à affirmer la nécessité vitale pour nos sociétés d'établissements, les CIO, chargés de travailler simultanément à l'intérieur et à l'extérieur de l'éducation pour que puissent se développer des partenariats forts avec les représentants des mondes de la culture, du social et de l'économie. Les jeunes sont porteurs d'une exigence, celle que leur développement éducatif et personnel se réalise dans le monde adulte et de la vie active beaucoup plus clairement qu'aujourd'hui.

Ce décret, imparfait, doit être complété par un travail sérieux sur le statut des CIO, et sur celui de leurs directeurs, pour les situer comme de véritables institutions et de véritables interlocuteurs à l'interface des mondes éducatif, social et professionnel.

En émergera la nécessité de compléter les équipes au-delà des conseillers d'orientation psychologues pour accomplir la mission de conseil en orientation dans toutes ses dimensions sociales et d'ouverture sur l'extérieur.

L'ANDCIO avait indiqué, dès les premières étapes du processus de modification du décret statutaire, que le sujet de « l'orientation et de la formation tout au long de la vie » méritait une toute autre ambition que celle d'un toilettage technique des missions des personnels spécialisés de l'éducation attachés à ce sujet, beaucoup trop peu nombreux au demeurant.

Les directeurs de CIO refusent d'envisager que l'Education Nationale se contente d'une approche aussi réductrice. Le décret peut être complété par des réflexions et des travaux d'une toute autre ampleur. Il peut être considéré comme une étape technique vers une prise en compte enfin conséquente des vrais sujets. Il doit l'être.

Le CA DE L'ANDCIO

## Une histoire de petits sous (II)

*La question des CIO à gestion départementale avait été évoquée sous l'impact financier dans la lettre 35 de septembre 2010 (consultable sur notre site). Cette fois, l'aspect juridique est traité au plus haut niveau.*



Le conseil constitutionnel a été saisi le 12 mai 2011 par le conseil d'état d'une question prioritaire de constitutionnalité posée par le conseil général de Haute-Savoie relative aux droits et libertés que la constitution garantit de l'article L-313-5 du code de l'éducation.

### **Article L313-5**

*Les centres publics d'orientation scolaire et professionnelle peuvent être transformés en services d'Etat. Lorsqu'il est procédé à la transformation de ces centres, les dépenses de fonctionnement et d'investissement de ceux-ci, précédemment à la charge du département ou de la commune à la demande desquels ils ont été constitués, sont prises en charge par l'Etat.*

*Cette mesure ne peut entraîner de changement dans l'affectation, au centre transformé, de locaux n'appartenant pas à l'Etat. L'usage de ces locaux par le service nouveau donne lieu à versement d'un loyer.*

Cet article, pour le département de Haute-Savoie, contraint les collectivités territoriales à financer les CIO qui ont été créés à leur demande tant que ceux-ci n'ont pas été transformés en service d'état ou supprimés. La création, la gestion et la suppression de ces centres relèvent-elles de la compétence de l'état ?

### **Le conseil constitutionnel a établi dans sa décision du 13 juillet la conformité à la constitution de l'article L-313-5 en :**

6. Considérant, d'autre part, que l'article L. 313-4 du code de l'éducation impose l'organisation d'un centre public d'orientation scolaire et professionnelle dans chaque département ; qu'en dehors de cette exigence légale, un ou plusieurs centres supplémentaires peuvent être créés par l'État à la demande d'une collectivité territoriale ; que, si cette collectivité demande à ne plus assumer la charge correspondant à l'entretien d'un centre supplémentaire dont l'État n'a pas décidé la transformation en service d'État, l'article L. 313-5 a pour conséquence nécessaire d'obliger la collectivité et l'État à organiser sa fermeture.

### **Article L313-4**

*Dans chaque département est organisé un centre public d'orientation scolaire et professionnelle.*

Tout cela est encore en notre défaveur puisque les rectorats sous la pression des décisions des conseils généraux, seront amenés, lorsque les départements décideront de ne plus financer au-delà d'un CIO par département nos structures, à organiser la fermeture en nommant par exemple conseillers et DCIO dans un établissement ou à grouper des CIO dans un seul endroit.

Compte tenu des compétences qu'ils ont à exercer et aux charges pesant sur eux dans le domaine social notamment, les départements qui résistent encore à la tentation de remettre en cause nos financements sont quasiment héroïques ou assez riches pour ne pas se poser de questions à ce sujet ou pourquoi pas, estimer que ne payer que le fonctionnement vaut largement le service rendu.

Le décret sur les missions des COP renforçant la mission scolaire de ceux-ci, il n'est pas tellement alarmiste de penser que l'éducation donc l'état doit assumer cette mission. Nous allons tout naturellement vers une multiplication des CIO logés en établissements scolaires, situation qui entraîne l'impossibilité du positionnement interne/externe qui signait la véritable prise en charge des questions d'orientation pour les élèves et les familles.

Pour proposer un article dans votre rubrique académique,  
ou donner une information, écrivez-nous à l'adresse suivante :

[liens\\_acad@andcio.org](mailto:liens_acad@andcio.org)

## Quoi de neuf depuis juin ?

- **Vous**, si vous êtes une néo-directrice ou un néo-directeur de CIO, cette lettre de rentrée est à votre intention, pour vous souhaiter la bienvenue, et pour que vous puissiez faire connaissance avec notre association, ainsi qu'à l'attention des collègues ayant obtenu une mutation.

- o – O – o -

- **Un fait divers malheureux** : le décret sur les missions des DCIO et COP annoncé à la suite des groupes de travail est porté disparu ; l'ANDCIO est volontaire pour continuer les recherches.

- o – O – o -

- **La publication de l'été** : le décret de 1991 sur le statut des DCIO et COP a été modifié en août ; une partie de cette lettre lui est consacrée.

- o – O – o -

- **L'avenir immédiat de l'ANDCIO**, avec une actualité chargée :

### ***Le vendredi 30 septembre 2010***

**Installation du nouveau conseil d'administration de l'ANDCIO** suite à l'élection en juin des :

- titulaires : AIT-ABED Saadia (Paris XVII<sup>e</sup> ac de Paris), BLIECK Corinne (Orléans, Pithiviers - ac d'Orléans - Tours), BOUTEILLE Dominique (Les Ulis - ac de Versailles), GACHET Marie-Anne (Libourne - ac de Bordeaux), GUILLON Vincent (I.N.E.T.O.P.), POISSON Robert (Nantes-Beaulieu - ac de Nantes), SOULELIAC Yvan (Arcachon - ac de Bordeaux) ;

- et suppléants : ADAMUS Zbyslaw (Verdun - ac de Nancy-Metz), DUTREUIL Brigitte (Rombas - ac de Nancy-Metz), POYARD Isabelle (Bar le Duc, Commercy - ac de Nancy-Metz), RACINE Geneviève (Narbonne - ac de Montpellier).

Les titulaires constitueront le bureau ; les suppléants et quelques anciens se verront confier des tâches ; c'est donc une équipe pour le moins renforcée qui continuera à porter le flambeau de l'ANDCIO.

### ***Le jeudi 1er décembre 2011***

- le matin : **Conseil d'administration de l'ANDCIO**
- l'après-midi : **Assemblée des correspondants académiques**

### ***Le vendredi 2 décembre 2011***

- **Assemblée générale ordinaire** de l'ANDCIO, rapport d'activité, rapport moral, bilan financier, perspectives, questions diverses

- **Journée d'étude**, selon le programme précisé dans le bulletin d'inscription ci-après :





## Association Nationale des Directeurs de Centre d'Information et d'Orientation

Pensez à visiter notre site Internet : <http://www.andcio.org>

Siège : CIO Nantes-Beaulieu – MAN rue René Viviani – BP 76217 – 44262 NANTES CEDEX 2 - Tél. : 02.40.12.82.50

A l'occasion de la tenue de son assemblée générale statutaire annuelle, l'ANDCIO organise, **le vendredi 2 décembre 2011**, à l'attention de ses adhérents, de l'ensemble des directeurs de CIO, des personnels de direction et d'inspection,

### **Une journée de réflexions-débats sur le thème :**

**« L'organisation territoriale française et ses évolutions ;  
impact de ces évolutions sur le système éducatif. »**

Ce thème nous permettra de poser la question des liens entre l'instauration de la loi OFPTLV et les organisations territoriales nécessaires.

La déclinaison concrète du thème général pour les DCIO sera donnée en introduction du thème, notamment en matière :

- de SPO
- de financement
- de relations partenariales

*Des précisions seront données dans notre prochaine lettre et sur notre site sur les intervenants et l'organisation de la journée (universitaire spécialiste du droit des collectivités, suivi des réactions d'un panel composé de responsables politiques, de représentants de l'ARF, de l'ADF).*

### **Dans les locaux de l'INETOP, à Paris**

41, rue Gay Lussac, 75005 PARIS

Tél : 01 44 10 78 10



**Programme :** *Le déroulement prévisionnel de la journée s'établit ainsi :*

Le matin :

- De 9h à 10h15 : **ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**
  - rapport d'activité, rapport moral, bilan financier,
  - perspectives, questions diverses

L'assemblée générale de l'ANDCIO est ouverte aux adhérents et sympathisants. La participation aux votes sera réservée aux adhérents à jour de leur cotisation 2010-2011 ou 2011-2012.

---

Fin de matinée : **Début de la JOURNEE D'ETUDE**, Thème général :

« L'organisation territoriale française et ses évolutions ;  
impact de ces évolutions sur le système éducatif. »

- De 10h30 à 12h15 : **Présentation du thème ; interventions ; échanges**
- 12h30 : **Pause déjeuner**

L'après-midi : **Suite de la JOURNEE D'ETUDE :**

- De 14h30 à 16h45 : **Interventions ; échanges**
- 17h 00 : **Clôture des travaux**

Cette organisation encore susceptible d'évolution sera précisée dans les semaines à venir. Les relances seront actualisées ; programme et documents d'inscription sont téléchargeables sur le site de l'association :

<http://www.andcio.org>

**Cette année encore, notre journée, constitue un évènement de portée nationale. Elle permettra aux participants de dialoguer avec des responsables dont les attentes, les représentations, les projets seront susceptibles de déterminer les perspectives d'avenir de nos services.**

---

***La participation aux frais d'organisation est de 20 euros. (Cette somme sera déduite de la cotisation 2011-2012 pour les adhérents.)***

Il est important de réserver sans délai votre participation en retournant le bulletin de participation, complété et accompagné d'un chèque de vingt euros à l'ordre de l'ANDCIO.

**BULLETIN DE PARTICIPATION à la journée de Réflexions-débats du  
02/12/2011**

**A retourner, complété, par retour de courrier, à :**

**ANDCIO, chez Nicole BRASSART, 13, allée de la Calanque  
13620 CARRY LE ROUET**

*M. Mme Melle (1) NOM :* \_\_\_\_\_ *Prénom :* \_\_\_\_\_

*Lieu d'exercice : CIO ETAT / CIO COLLECTIVITE - DRONISEP - SAIO (1)*  
*AUTRE (précisez) :*

*Code postal, VILLE :* \_\_\_\_\_

*Adresse :* \_\_\_\_\_

*Tél. :* \_\_\_\_\_

*Courriel :* \_\_\_\_\_

*Participera à la journée de réflexions-débats organisée par l'AND-CIO le 15 octobre.*

- ☐ *Je règle ma cotisation 2011/2012 et je joins un chèque de 45 euros à l'ordre de l'ANDCIO (si vous êtes nouvel adhérent, ou si votre situation a changé, joignez un bulletin d'adhésion) **NB La cotisation inclut la participation à la journée***
- ☐ *Je règle ma participation à la journée et je joins un chèque de 20 euros à l'ordre de l'ANDCIO*
- ☐ *Je réglerai ma participation le 2 décembre (un règlement immédiat, si possible avant le 25 novembre, vous évitera l'attente à l'entrée de la salle)*

*Signature*

*(1) Rayer les mentions inutiles*

✂-----

**POUVOIR**

Je soussigné(e) : (Nom, prénom, affectation)

donne pouvoir à : (Nom, prénom, affectation)

pour me représenter à l'Assemblée Générale ordinaire de l'ANDCIO du 2 décembre 2011

Le 2011,

Signature

**N.B.: Le mandataire et le mandant doivent être à jour de leur cotisation 2010-2011 ou 2011-2012**



**Association Nationale des Directeurs  
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://www.andcio.org>

**BULLETIN D'ADHESION 2011 – 2012**

*(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO et anciens DCIO)*

**ACADEMIE :**

NOM : M. Mme Melle <sup>(1)</sup>

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE – DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) <sup>(1)</sup> : VILLE :

*Rubriques à renseigner en cas de 1<sup>ère</sup> adhésion ou de modifications*

Adresse :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(pour l'envoi de votre carte, du Courrier des adhérents et de votre mot de passe pour accéder à l'espace adhérents de notre site)*

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à

, le

**Signature,**

<sup>(1)</sup> Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion pour l'année scolaire 2011-2012 est de **45 € pour les DCIO en activité** et de **20 € pour les retraités et autres membres.**

**Les DCIO en activité peuvent régler leur cotisation en deux fois.**

Dans ce cas il convient d'établir **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle il pourra être présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer sans attendre, directement à la trésorière (adresse ci-dessous), ou au délégué académique (possibilité d'envoi groupé), accompagné de votre cotisation.

Votre carte d'adhérent vous parviendra par courrier électronique (*écrivez lisiblement votre adresse dans la rubrique ci-dessus*).

**N.B. La période d'adhésion s'étend du 01.10.2011 au 30.09.2012.**

---

Trésorière : Nicole BRASSART – 13 allée de la Calanque 13620 CARRY LE ROUET

Tél. 06 08 33 92 17 – Courriel : [nicolebrassart@yahoo.fr](mailto:nicolebrassart@yahoo.fr)